

**CÉLÉBRATION DES QUARANTE ANS DE  
L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFÉ**

**INTERVENTION DU DOCTEUR NÉSTOR OSORIO LONDOÑO  
DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ORGANISATION  
INTERNATIONALE DU CAFÉ**

**Cartagena, Colombie, 16 septembre 2003**

C'est avec une profonde émotion que je tiens à exprimer au Gouvernement de la Colombie et à la Fédération nationale des producteurs de café ma reconnaissance et ma gratitude, car ils nous ont fait l'honneur d'inviter la communauté mondiale du café à célébrer les quarante années d'existence de l'Organisation internationale du Café à Cartagena. Je souhaite, tout d'abord, Monsieur le Président Uribe Vélez, souligner la signification politique de votre présence à cette cérémonie.

Votre présence reflète votre soutien pour une institution qui se situe au centre de la coopération internationale ayant trait au café et qui recherche d'urgence les possibilités de conjuguer les efforts et les déterminations pour l'élaboration de politiques destinées à l'amélioration des conditions de vie des caféiculteurs dans le monde entier.

C'est dans un tel cadre de référence et dans ce but que l'Organisation a été créée, et, de par son histoire, elle a pu servir de modèle au développement d'autres organismes de produits. Pendant près de trois décennies, il a existé un consensus entre les producteurs et les consommateurs quant à la nécessité de se doter d'accords et de règles dont les objectifs étaient d'assurer le bon ordonnancement du marché, des prix équitables et un approvisionnement garanti pour l'industrie du café. Ce consensus a permis de réduire la pauvreté dans les pays en développement qui étaient tributaires de quelques produits de base, d'améliorer leur part du commerce mondial et, à terme, de contribuer à l'édification de la paix.

Au cours de la dernière décennie, le consensus a été remplacé par les nouvelles doctrines de libéralisation. Cela s'est avéré un coup dur pour les producteurs de café et d'autres produits tropicaux et a laissé clairement apparaître leur vulnérabilité. Paradoxalement, pendant que l'on préconisait la suppression des soutiens institutionnels, les pays en développement renforçaient la défense et le soutien de leurs propres produits agricoles.

Cette nouvelle démarche a contribué à démontrer combien de nombreux pays en développement étaient tributaires de leurs produits de base ; en effet, les possibilités de diversification étaient frustrées par l'impossibilité d'accéder aux marchés d'autres produits agricoles et industriels.

J'ai soulevé la question auprès des gouvernements de pays développés et avec des organismes internationaux et, récemment, à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. J'ai lancé un appel pour que l'on se mette d'accord sur les négociations destinées à trouver des mesures pour contrecarrer la concurrence inéquitable et le déséquilibre imputable aux politiques protectionnistes et aux subventions. Ce qui s'est passé à Cancun est décevant.

Je sais fort bien, Monsieur le Président Lula da Silva, l'importance que le Brésil attache aux actions qui sont menées et je suis conscient du rôle décisif de votre pays dans le cadre de ce processus. Vous nous avez fait l'honneur d'être présent et de participer à la célébration du 40<sup>e</sup> anniversaire de cette Organisation, ce qui souligne le soutien du Brésil en faveur d'une institution qu'il a contribué à créer en qualité de pays Membre fondateur et qui en est devenu l'inspirateur et le chef de file de la politique caféière internationale.

Les réalités politiques et les concepts économiques qui gouvernent la dynamique du commerce ont subi des mutations et nous ne pouvons plus nous attarder sur les souvenirs attachants du passé. Il nous appartient d'innover et de trouver différentes façons de redonner au café la valeur qui lui revient, car c'est un produit dont dépendent des millions de familles dans le monde pour leur subsistance.

Il ne s'agit pas d'intervenir sur le marché, mais plutôt d'influencer les variables qui le déterminent afin que le café devienne rentable pour ceux qui le produisent et disponible pour ceux qui le transforment et ceux qui le distribuent. C'est là le défi à relever : la création d'un consensus qui assurera la durabilité du secteur caféier.

Les activités que mène l'Organisation internationale du Café dans le domaine de l'amélioration de la qualité, de la promotion de la consommation et des projets de diversification susceptibles de susciter des revenus complémentaires pour les caféiculteurs constituent les premiers éléments de cette nouvelle approche. Une coopération élargie est nécessaire pour que ces efforts produisent des résultats efficaces. Dans le cadre d'une coopération universelle, nous trouverons plus facilement des solutions à la crise.

C'est la raison pour laquelle, en association avec des représentants de pays Membres producteurs et consommateurs, nous avons lancé un appel aux Gouvernements des États-Unis, du Canada, de la Russie et de la Chine en vue de leur participation à l'Organisation et afin qu'ils contribuent à la formulation de nouvelles stratégies.

Au niveau de ces activités politiques et diplomatiques, vous, Monsieur le Président Maduro avez été le porte-parole de la région d'Amérique centrale, vous êtes, en effet, doté de l'autorité qui vous amène à gouverner le Honduras, qui est un des pays les plus gravement touchés par la crise. Votre dialogue et votre correspondance avec le Président Bush reflètent votre énorme contribution en vue de l'inclusion des dossiers, de leurs analyses et des incidences des éléments de la crise du café dans l'agenda politique des États-Unis. Votre présence à notre manifestation est un honneur pour l'Organisation.

Le Congrès des États-Unis et des représentants de l'industrie américaine du café ont été réceptifs à nos appels et ont entrepris des démarches pour amener leur gouvernement à réintégrer l'Accord et être à même d'influencer la dynamique de recherche de solutions. Nous attendons une décision.

À l'occasion de ce mémorable anniversaire, je souhaite réitérer mon appel à l'intention des gouvernements et de l'industrie des pays importateurs et exportateurs afin qu'ils concrétisent leur coopération et qu'ils contribuent à la formulation et la mise en œuvre d'actions et de stratégies permettant d'améliorer les revenus et les conditions de vie des caféiculteurs du monde entier.

À cet effet, les Présidents Uribe Vélez, Lula da Silva et Maduro m'ont informé qu'ils étaient disposés à engager un dialogue direct avec les représentants de l'industrie des pays importateurs, auquel ils participeraient personnellement. À cet égard, je vais immédiatement établir les contacts et préparer les bases nécessaires à un tel dialogue.

Merci.